

De la situation actuelle du capitalisme suisse

jeudi 28 juin 2012, par [GUEX Sébastien](#), [OPPIKOFER Pierre-Yves](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juin 2012).

Cette contribution, présentée au congrès de solidarités en septembre prochain à Genève, vise à présenter quelques éléments de analyse des particularités du capitalisme suisse dans le but de comprendre la situation exceptionnelle dans lequel celui-ci se trouve en comparaison avec les autres pays capitalistes développés. L'analyse de la crise économique et financière du capitalisme à l'échelle mondiale et européenne ne sera donc guère abordée ici (crise bancaire et d'endettement des Etats, épuisement du modèle d'accumulation « néolibéral », articulation de la crise écologique avec celle du capitalisme, particularités de la crise européenne, ...)

La crise économique dans laquelle l'Europe et d'autres pays économiquement développés (USA et Japon notamment) sont plongés depuis 2008 est la plus profonde que le monde a connu depuis celle des années 1930. Elle est d'autant plus grave qu'elle se combine avec une crise écologique extrêmement profonde, dont la manifestation la plus inquiétante réside dans le réchauffement de plus en plus rapide du climat. Il n'existe à l'heure actuelle aucun signe de reprise. Au contraire, les politiques d'austérité ou d'ajustement structurel très brutales, mises en place de manière ultra autoritaire, depuis 2010-2011, par les classes dominantes dans une série de pays sous l'égide de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds Monétaire International), vont accentuer la crise, au risque de mettre même en danger le projet de construction d'un Etat européen. Les effets sociaux entraînés par la récession et les politiques d'austérité atteignent ou vont atteindre un degré qui n'a plus été connu, également, depuis les années 1930, à l'exemple de la dévastation sociale que subit déjà la Grèce. L'intensification brutale de la polarisation sociale va très probablement se traduire par une instabilité et une polarisation accrues sur le plan politique avec, d'un côté, une remontée des mouvements de lutte et de résistance des salarié·e·s, qui créera notamment une marge de manœuvre nettement plus grande pour la gauche radicale, et, de l'autre, le renforcement des courants autoritaires ou fascistes, y compris au sein des classes dominantes (Grèce, Hongrie).

A contrario, le capitalisme suisse s'est jusqu'à présent remarquablement bien sorti de la crise économique. La récession de 2009 a été de courte durée et ses effets ont été moindres que dans les autres pays centraux du capitalisme. La croissance a repris dès 2010. En Europe, seuls de très rares pays (la Suisse, la Norvège et, dans une moindre mesure l'Allemagne) ont connu une telle réussite de sorte qu'aux yeux de nombreux·euses salarié·e·s en Suisse (et à l'étranger), le capitalisme helvétique apparaît comme un havre ou un modèle.

Mais il est clair que l'aggravation de la crise économique en Europe et dans le monde se répercutera sur l'économie suisse, sans que l'on puisse actuellement prévoir l'ampleur de ces effets à venir. Plusieurs indices parmi lesquels les récents et sévères projets de suppression d'emplois de Novartis ou de Merck-Serono - laissent cependant entrevoir qu'en Suisse aussi, les travailleurs·euses pourraient être durement affectés. En effet, de même que le capitalisme allemand, le capitalisme

suisse est largement tourné vers les exportations. Il est donc tributaire de l'évolution des débouchés dans les pays d'exportations de marchandises et de services. Il s'agit principalement de l'Europe, des USA, du Canada et dans une mesure croissante de la Chine et d'autres pays asiatiques. Toutefois le recul des exportations n'aura un effet majeur sur l'emploi en Suisse que s'il se combine avec un fort recul de la demande sur le marché intérieur. C'est ce qui pourrait arriver si la bulle immobilière, en train de croître depuis quelques années, finit par éclater. Dans ce cas de figure (conjonction de la baisse des exportations et d'une crise de surproduction dans la construction), la hausse du chômage sera très importante. Sans parler de l'incertitude qui continue à planer sur la place financière helvétique. Certes, l'UBS a été sauvée grâce à l'injection de fonds publics d'une ampleur - environ 70 milliards de francs, soit 12 % du PIB - sans précédent dans l'histoire helvétique. Mais la situation de nombreuses banques, dont les deux mastodontes UBS et Crédit Suisse, reste fragile en raison des risques insensés qu'elles ont pris afin de s'approprier des parts encore plus importantes dans le marché mondial de la fraude fiscale ou dans le marché international de la spéculation et aussi en raison de leur engagement très important dans le marché hypothécaire suisse.

Les particularités du capitalisme suisse

Pour comprendre la situation spécifique du capitalisme helvétique, il convient de souligner plusieurs de ses traits.

1) La position spécifique de la Suisse dans la division mondiale du travail et sa forte dimension impérialiste

Les investissements directs à l'étranger des grandes entreprises transnationales suisses se sont poursuivies à un rythme très élevé durant les 15-20 dernières années. 4,5 millions de travailleur·euse·s sont occupé·e·s dans l'économie suisse et 2 millions dans les entreprises suisses à l'étranger, lesquelles se trouvent principalement dans les pays d'exportation des produits de l'industrie helvétique. Cette proportion est exceptionnelle. En comparaison, l'Allemagne a une population active représentant 42 millions de travailleur·euse·s (personnes au chômage compris). Mais les travailleur·euse·s occupé·e·s dans les transnationales allemandes hors de ses frontières sont loin d'atteindre les 20 millions.

A cette prédominance des investissements directs à l'étranger, il convient d'associer la forte augmentation de la compétitivité des firmes helvétiques. Durant et après la crise de 1991-1994/96, le capitalisme suisse s'est fortement restructuré. Son appareil de production s'est fortement modernisé, les innovations techniques et la réorganisation de la production ont passablement bouleversé le paysage industriel.

De significatifs gains de productivité ont été obtenus et de nouvelles parts sur les marchés internationaux ont été conquises dès la fin des années 1990 et tout au long de la décennie suivante.

De 1991 à 2006, la productivité du travail (rapport entre la valeur ajoutée et le nombre global de travailleurs·euses (équivalent plein temps) dans les entreprises industrielles en Suisse a augmenté de 46.4 %. Durant la même période, la croissance nominale des salaires dans l'industrie a été d'environ 24 % (13 % en terme réel). Ce découplage a continué durant les années suivantes. La progression salariale inférieure à celle de la productivité a fait reculer la part des salaires dans la valeur ajoutée. L'augmentation du taux de plus-value ainsi obtenue, ainsi que la conquête de nouvelles parts de marché à l'échelle internationale a permis aux capitalistes de dégager des taux de profit élevés.

Une des manifestations de cette forte hausse de la productivité du travail et de la compétitivité des produits helvétiques réside dans le fait que la balance des échanges de marchandises de la Suisse,

qui avait toujours été négative depuis la fin du 19^e siècle (sauf en 1916 et 1944), dégage des excédents depuis 1993 (excepté entre 1997 et 2001). Ces excédents sont devenus particulièrement imposants depuis 2007 : 9,4 milliards en 2007, 15,1 en 2008, 16,7 en 2009, 13,5 en 2010, 16,3 en 2011. Quant à la balance des transactions courantes — qui donne une image assez fidèle de la compétitivité d'une économie — elle dégage systématiquement des excédents extrêmement importants, qui reflètent la force du capitalisme suisse dans l'arène internationale. L'excédent de la balance des transactions courantes de la Suisse en 2010 s'est élevé à 67 milliards \$, à comparer aux 170 milliards de l'Allemagne et aux 191 milliards du Japon. Tous les autres grands pays capitalistes présentent des balances négatives.

Le capitalisme suisse a attiré de nouveaux sièges d'entreprises étrangères qui génèrent de très hauts revenus. Ce facteur explique en large partie la croissance des prix dans le secteur immobilier de 5 % à 6 % par année (locaux commerciaux et industriels, logements et maisons de haut standing). La Suisse a encore puissamment renforcé sa place centrale dans le négoce international des matières premières agricoles et minérales. A Genève, Zurich ou Zoug, œuvrent de gigantesques sociétés transnationales qui contrôlent des parts situées entre 30 % et 50 % de ce négoce mondial ainsi que de son financement. Dans le même sens, le gouvernement anglais ayant pris quelques mesures visant à limiter les bonus des banquiers, des fonds spéculatifs ont quitté la City londonienne pour s'installer à Genève. Ces fonds ont réorienté de manière significative leurs affaires dans la spéculation sur les « produits dérivés » liés au commerce des biens alimentaires de première nécessité et des matières premières minérales. Malgré les déboires de l'UBS et la position fragilisée de la place financière suisse, qui a dû céder du terrain en matière de secret bancaire, la Suisse demeure le plus important gestionnaire de fortune privée offshore à l'échelle mondiale. Globalement, le capitalisme helvétique a donc conservé, voire renforcé sa position au sein des puissances impérialistes.

La politique d'immigration a évolué en fonction des besoins des entreprises suisses axés notamment sur la recherche de travailleur·euse·s très qualifié·e·s et profite de l'accroissement de la formation d'une telle main-d'œuvre dans de nombreux pays émergents (Inde - dont le nombre de ressortissants vivant en Suisse a augmenté de plus de 70 % au cours de 5 dernières années) ainsi que dans les pays capitalistes développés (Allemagne, Amérique du Nord - dont le nombre de ressortissants vivant en Suisse a augmenté de plus de 60 % au cours des cinq dernières années). Depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusque dans les années 1990, le recrutement de la main d'œuvre immigrée se concentrait principalement dans des secteurs nécessitant des travailleurs peu ou moyennement qualifiés (construction, industrie des machines/horlogerie, agriculture, hôtellerie et restauration). Dès les années 1990, de plus en plus d'entreprises suisses recherchent des travailleurs très qualifiés (industrie pharmaceutique et médicale, recherche et développement, activités financières et commerciales). Des milliers de cadres viennent s'installer chaque année pour travailler en Suisse. La profession d'ingénieur tend d'ailleurs à se « prolétarianiser ». Comme le souligne la Vie économique de juin 2010, « L'immigration, hautement qualifiée dans sa majorité, a exercé une influence plutôt positive sur les salaires des travailleurs·euses peu ou moyennement qualifiés et modératrice sur l'évolution des salaires des travailleurs·euses hautement qualifiés. » (Vie économique juin 2010). Depuis la suppression du statut de saisonnier, en 2003, on assiste également à une forte hausse du nombre des travailleurs·euses frontaliers·ères exploité·e·s en Suisse (de 165 000 en 2002 à environ 250 000 aujourd'hui, soit une croissance de plus de 50 %). Il faut se demander si les frontaliers ne remplissent pas, du point de vue du patronat helvétique, la même fonction que les saisonniers durant des décennies, soit celle de « variable d'ajustement » permettant d'exporter le chômage.

2) Le dumping fiscal continue d'être un atout majeur du capitalisme suisse

Certes, la crise ayant accentué la compétition et la guerre économique entre les puissances impérialistes, la Suisse a été attaquée par les principales d'entre elles, en particulier au sujet du

secret bancaire. Ainsi, les gouvernements allemand, français et américain ont cherché à affaiblir la place financière suisse, tout en préservant d'ailleurs leurs propres paradis fiscaux (places off-shore). Tout en étant obligé d'accomplir des reculs significatifs, les milieux dirigeants suisses ont cependant réussi, jusqu'à présent, à préserver le cœur du secret bancaire en refusant l'échange automatique d'informations fiscales. Ils tentent depuis 2011 de faire diminuer la pression en essayant de conclure des accords basés sur le versement d'un impôt libérateur — ce qui revient à accorder une sorte d'amnistie aux fraudeurs — avec toute une série d'Etats. Il est difficile de dire actuellement si cette stratégie sera couronnée de succès, car la situation est loin d'être stabilisée comme le montrent les récentes demandes de renseignements des autorités US sur des clients américains de onze banques suisses ainsi que le refus de la France de conclure un accord du même type que celui passé avec la Grande-Bretagne, l'Autriche ou l'Allemagne, la ratification de ce dernier étant d'ailleurs remise en question en Allemagne même. En dépit de ces difficultés relatives, la politique visant à attirer en Suisse des entreprises étrangères par le dumping fiscal va se poursuivre, notamment en tentant durant les années qui viennent de diminuer massivement l'imposition des bénéficiaires de l'ensemble des sociétés établies en Suisse.

3) Situation exceptionnelle des dépenses publiques

Un autre atout majeur de la Suisse réside dans la situation exceptionnelle de ses dépenses publiques. Le rapport entre la dette brute de toutes les collectivités publiques et le PIB s'élevait à 73 % en 1950. Ce taux a progressivement baissé jusqu'à atteindre 34 % en 1973. Puis il a augmenté au moment des crises économiques de 1974/75 et de 1991-1994/96 jusqu'à atteindre 52 % en 1998. Le taux d'endettement a ensuite fortement baissé durant les années 2000 (38 % en 2010). La crise financière et économique qui s'est déclenchée en 2007 n'a donc eu aucune incidence négative sur l'endettement des collectivités publiques, la Suisse étant l'un des très rares pays au monde qui a dégagé des excédents budgétaires depuis 2007 alors que les déficits des Etats membres de l'Union européenne, des USA ou du Japon atteignent des niveaux records, souvent proches de 10 % du PIB. Cela n'empêche pas le gouvernement fédéral de coalition (partis bourgeois et PS) et les gouvernements cantonaux de mener des politiques de limitation des dépenses publiques, dans le domaine de la protection sociale notamment. Comparée aux plans d'austérités extrêmement brutaux qui sont appliquées dans de nombreux pays, la politique financière déterminée par les cercles dirigeants helvétiques apparaît cependant très clément.

La hausse du taux de change du franc suisse doit être mise en relation avec cette situation exceptionnelle des dépenses publiques. Le franc est redevenu une monnaie refuge, de même que l'or, en raison de la crise financière qui s'est notamment transformée en crise de l'euro, et dans une moindre mesure du dollar. Outre la situation très saine de finances publiques, la ruée sur le franc suisse s'explique aussi par la solidité de l'économie suisse. En outre, la place financière suisse a cultivé ce rôle de monnaie refuge dès la première guerre mondiale. Durant la seconde guerre mondiale, le franc était la seule monnaie forte convertible en Europe. Il y a donc une tradition historique.

Les milieux patronaux instrumentalisent la hausse du franc pour obtenir de nouvelles concessions de la part de travailleurs (Lonza, Tesa, etc), ainsi que pour mettre sous une pression maximale les nombreuses entreprises de sous-traitance en Suisse dont les seuls clients sont des grandes entreprises exportatrices.

La hausse du franc comporte plusieurs avantages pour une industrie d'exportation très fortement implantée en dehors du territoire de la Suisse (voir plus haut). En particulier, les sociétés transnationales profitent du franc fort pour racheter des entreprises à l'étranger avec un taux de change avantageux (Novartis, Roche, Nestlé,...). Les produits semi-finis ou les matières premières achetées à l'étranger deviennent également meilleurs marchés. Les transnationales détenant

chacune une puissante division consacrée aux placements de capitaux, leurs actifs financiers sont revalorisés. L'élévation du franc est donc maîtrisable pour lesdites transnationales pour autant que cette hausse se déroule progressivement. Or, la spéculation sur les monnaies a brusquement fait monter le taux de change en août 2011 (par rapport à l'euro et au dollar), ce qui devenait effectivement problématique pour les entreprises exportant des produits manufacturés depuis la Suisse. La décision de la BNS du 6 septembre 2011 de fixer un taux plancher à 1.20 fr. contre 1 euro a depuis mis un frein à la spéculation et rétabli une situation qui paraît acceptable pour l'essentiel du patronat helvétique.

4) Faiblesse de l'impérialisme suisse sur le plan politique international et relative désorientation en matière de politique extérieure et intérieure

La construction de la puissance économique et financière de l'impérialisme suisse s'est historiquement combinée avec la politique dite de neutralité. Avançant masqués derrière les grandes puissances (GB, USA, FR, Al), les capitalistes suisses ont trouvé ainsi un moyen particulier pour défendre leurs intérêts, ce qui leur a largement profité. Durant des décennies, la grande bourgeoisie suisse et les partis politiques qui représentent ses intérêts ont ainsi volontairement joué la carte de l'indépendance politique vis-à-vis des institutions supra-nationales (entrée très tardive au FMI et à l'ONU ; obstruction et non participation à la construction d'un proto-Etat européen). Toutefois, dans le contexte de la crise économique actuelle, de l'extension du proto-Etat européen et de la montée en puissance d'un certain nombre d'Etats comme la Chine, la Russie et le Brésil, la capacité des milieux industriels et bancaires suisses à poursuivre avec succès la voie suivie depuis la Deuxième Guerre mondiale devient plus incertaine, car la relative faiblesse de l'impérialisme suisse sur le plan politique international s'accroît. On a vu l'isolement politique de la Suisse lors de crise avec la Lybie, au moment de l'offensive des USA et de l'UE contre le secret bancaire ou encore dans la mise à l'écart de la Suisse du G20. L'influence qu'exercent les autorités helvétiques sur la définition de la politique économique de l'Union européenne apparaît également de plus en plus restreinte. Dans ces circonstances, les milieux dirigeants se trouvent de plus en plus confrontés à des choix stratégiques, c'est-à-dire des choix d'une portée extrêmement vaste et donc très difficiles à faire. Il est possible, pour ne pas dire probable, que cette situation aggrave les divisions au sein de la classe dirigeante, telles qu'elles s'expriment notamment dans le fait que le parti qui constituait depuis la fin du 19^e siècle l'expression presque hégémonique du grand capital, le Parti radical, voit son leadership auprès du patronat contesté depuis une vingtaine d'années par l'UDC. En tout cas, certains signes reflètent une certaine désorientation parmi les milieux dirigeants : contestation contre le conseiller fédéral Merz au moment de la crise libyenne, conflit entre Christophe Blocher, la direction de l'UDC et le président de la BNS qui conduit à la démission de ce dernier, contestation par les grandes banques suisses de la décision de la BNS d'avoir fixé un taux plancher pour l'euro, etc.

5) Vers un programme de revendications économiques « transitoires »

Sur le plan économique, le Parti socialiste et les Verts ont abandonné, sur le plan de leur politique concrète, et même en partie dans les discours du 1^{er} mai, toute perspective de réforme un tant soit peu sérieuse du système capitaliste. Dans le meilleur des cas, leur politique consiste à proposer des mesures d'accompagnement social ou de modération des attaques lancées par le patronat et ses représentants, ne laissant la plupart du temps aux salarié·e·s que le choix entre la peste ou le choléra. Dans le pire des cas, cherchant à convaincre les milieux capitalistes de leur capacité à gérer le capitalisme avec autant si ce n'est davantage d'efficacité que les Partis bourgeois traditionnels, ils prennent les devants et pratiquent eux-mêmes une politique néolibérale. La mise en œuvre du New Public Management ou le souci presque obsessionnel de garantir l'équilibre budgétaire au détriment des salarié·e·s en constituent de bons exemples. Dans ce cadre, Solidarités doit mettre en avant un programme de revendications qui, tout en apparaissant comme nécessaires pour faire face à la crise

économique et écologique du capitalisme, induisent une dynamique contradictoire avec la logique même du système capitaliste et aboutissant donc à la remise en cause des fondements de ce système.

Sur le plan économique, un tel programme devrait aller dans le sens suivant :

- Baisse du temps de travail à 30 heures sans diminution de salaire
- Interdiction des licenciements à toute entreprise dégageant des bénéfices et, dans ce sens, ouverture des livres de compte de toute entreprise projetant des suppressions d'emplois
- Nationalisation et contrôle public des institutions de crédit et de la Banque centrale
- Contrôle public de l'exportation et importation des capitaux
- Suppression du secret bancaire et échange automatique d'informations fiscales avec les autorités étrangères
- Réforme de la fiscalité axée sur l'harmonisation fiscale matérielle entre cantons, la diminution radicale des taxes sur la consommation (TVA, etc.), la forte augmentation des impôts sur les revenus, la fortune ainsi que les bénéfices et le dégagement d'importantes recettes supplémentaires
- Un Plan d'investissement massif, sous contrôle public, fondé sur les recettes supplémentaires et l'endettement, destiné à réduire de 80 % d'ici 30 ans l'émission humaine actuelle de gaz à effet de serre (développement massif des transports publics gratuits, isolement des bâtiments, développement de la production d'énergies renouvelables, etc.)

Sébastien Guex,
Pierre-Yves Oppikofer

P.-S.

* Cahier émancipationS 210 (21/06/2012). <http://www.solidarites.ch/journal/>